

## Burundi - Rwanda : deux pays voisins, deux destins opposés

TV5MONDE, 17.05.2018 Comment expliquer que le Rwanda et le Burundi, deux pays à la même composante ethnique, soient aujourd'hui deux pays diamétralement opposés ? Le Rwanda modèle économique pour l'Afrique d'une part et le Burundi en plein marasme économique d'autre part. Entretien avec Thierry Vircoulon (photo), chercheur associé à l'Ifri et Don-Fleury Ndimurukundo, politologue et membre du Rassemblement de la diaspora burundaise de France.

Est-ce que ces différences peuvent aussi s'expliquer par les personnalités des deux hommes forts : le rwandais Paul Kagame et le burundais Pierre Nkurunziza ? Thierry Vircoulon : La différence, c'est qu'au Rwanda, ceux qui sont arrivés au pouvoir ont gagné. C'était une victoire militaire après un génocide. Tandis qu'au Burundi ceux qui sont arrivés au pouvoir c'était après des négociations de paix (accords d'Arusha en 2000, ndlr). Ils n'avaient pas réellement gagné la bataille et ils ne pouvaient pas imposer leur vision de l'Histoire parce qu'ils n'étaient pas les vainqueurs. Mais dans le fond ce n'est pas un vrai problème parce que personne dans la classe politique burundaise n'a intérêt à faire la lumière sur le passé. Il y a d'un côté une dictature du développement avec un dictateur éclairé (au Rwanda ndlr) et de l'autre, un groupe dirigeant qui a un niveau éducatif assez faible (au Burundi, ndlr). Un groupe qui a une idéologie surtout formée par les églises évangéliques et une idée du développement qui consiste à faire du développement communautaire, une pensée très ruraliste complètement en déphasage avec le XXI<sup>e</sup> siècle. Don-Fleury Ndimurukundo : Cela s'explique par leur histoires respectives. Au Rwanda, le génocide a été reconnu par la communauté internationale. Au Burundi, les massacres dans le pays n'ont pas été reconnus. Cela a beaucoup joué. Le Rwanda est parti de loin avec une population très meurtrie. Tout était à refaire. Le pays a été ravagé, toutes les infrastructures sociales et économiques ont été détruites. C'était une nécessité de mettre en place un pouvoir autoritaire qui se justifiait au lendemain du génocide pour essayer de calmer les tensions. Cela a permis de mener des politiques pour développer le pays tout en incluant les différentes populations, sans distinctions ethniques. Au Burundi, les Accords d'Arusha ont insufflé l'esprit de la nouvelle Constitution qui allait enfin mettre fin au conflit au Burundi. Et cette Constitution prévoit un partage entre les différentes ethnies. Il est donc difficile de comparer les solutions de paix qui ont été trouvées au Burundi et au Rwanda. Est-ce que la volonté de modifier cette Constitution s'inscrit dans un contexte de rivalité avec Paul Kagamé, qui lui aussi a modifié la Constitution en 2017 ? Et plus largement dans un contexte régional où les présidents modifient les Constitutions pour rester au pouvoir (Ouganda, République Démocratique du Congo). Thierry Vircoulon : Le changement constitutionnel est devenu la norme dans une bonne partie de l'Afrique et Pierre Nkurunziza ne fait que suivre ce que d'autres ont fait. Don-Fleury Ndimurukundo : Pour moi cela ne rentre pas en compte. La volonté réelle du pouvoir burundais c'est de mettre fin aux accords d'Arusha. Ils ont été remis en cause dès 2015, à partir du moment où Pierre Nkurunziza a décidé de briguer un troisième mandat. Car la Constitution est claire. Elle stipule que le président ne peut pas briguer plus de deux mandats. En 2005, les Burundais avaient envie d'un changement parce qu'ils estimaient que les anciens dirigeants étaient tous corrompus. Les anciens rebelles sont arrivés en disant qu'ils allaient mettre fin à la corruption, aux injustices et qu'ils allaient rétablir l'Etat de droit et la justice sociale. C'est ainsi qu'ils ont gagné les élections. Mais lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir il s'est avéré qu'ils étaient aussi corrompus que les autres. La dérive sectaire du régime de Pierre Nkurunziza peut-elle aussi expliquer le marasme économique dans lequel est plongé le Burundi ? Thierry Vircoulon : Il y a une vraie dérive sectaire. Le recours aux églises évangéliques est un substitut de pensée politique. C'est aussi le résultat des traumatismes de la guerre civile. Don-Fleury Ndimurukundo : Pas du tout. C'est un prétexte. Le vrai problème au Burundi aujourd'hui c'est la corruption à tous les niveaux. Economiquement, ils n'ont rien fait que de ruiner le pays. Le peuple continue à souffrir du manque d'une véritable politique étatique le protégeant, protégeant les terres et les cultures. Le Burundi est un pays essentiellement agricole et il n'y a pas de politique agraire forte.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});